



Recommandation n° 02/2009 du 27 mai 2009

Objet : Rôle du Registre national : prise de contact en vue de réunions, de commémorations ou de la recherche d'un membre de la famille (SE/07/065)

La Commission de la protection de la vie privée ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après LVP), en particulier l'article 30 ;

Vu le rapport du Président ;

Émet, le 27 mai 2009, la recommandation suivante :

I. CONTEXTE

1. La Commission est régulièrement confrontée à des demandes d'adresses actuelles de personnes en vue de la recherche d'un membre de la famille, d'une réunion (par exemple de compagnons de classe), d'une commémoration, etc. Sur la base de la réglementation actuelle ni les communes, ni le Registre national ne peuvent communiquer les adresses actuelles des personnes concernées à de telles fins. Ce problème ne date pas d'hier.

2. La Commission a étudié dans quelle mesure, en tenant compte du cadre réglementaire actuel, on pouvait aboutir à une solution qui réponde à ces besoins sans pour autant mettre en péril le respect de la vie privée des personnes recherchées.

II. ANALYSE

A. Les registres de la population

A.1. Le cadre réglementaire

3. L'obtention d'informations/données des registres de la population est réglée par l'Arrêté royal du 16 juillet 1992 *relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers*. Comme démontré plus loin, cet arrêté royal n'offre aucune latitude au niveau d'une éventuelle suite qui pourrait permettre à des tiers d'obtenir l'adresse actuelle d'une personne en vue d'organiser une réunion de classe, une commémoration ou dans le cadre de la recherche d'un membre de la famille.

4. La communication d'informations sur la base de l'Arrêté royal du 16 juillet 1992 se fait selon quatre modalités¹. La communication sous la forme de données statistiques (article 11) n'est pas prise en compte *in casu*.

5. La première modalité consiste à communiquer des données individuelles sous la forme d'extraits des registres ou de certificats établis d'après ces registres concernant un habitant de la commune (articles 2 à 4). Tout le monde peut, sans devoir se justifier, obtenir un extrait ou un certificat le concernant personnellement. Des tiers ne peuvent obtenir ce genre d'informations que sur demande écrite et pour autant que leur délivrance soit prévue ou autorisée par ou en vertu de la loi. En

¹ Voir point 108 et suiv. de la Circulaire ministérielle du 7 octobre 1992 relative à la tenue des registres de la population et des étrangers (M.B. 15 octobre 1992).

d'autres termes, ils doivent prouver que la délivrance de l'extrait ou du certificat demandé est nécessaire à la poursuite d'une procédure légale ou réglementaire.

6. Une autre possibilité est celle de la consultation des registres (article 5). La consultation des registres de la population par des particuliers est interdite. Les seuls autorisés à consulter ces registres sont les autorités publiques et les institutions publiques lorsqu'elles y sont autorisées par ou en vertu de la loi (p. ex. la police locale, la police fédérale, la police judiciaire, etc.) et les services communaux ainsi que les services qui dépendent des CPAS lorsque cette consultation est demandée pour des finalités internes.

7. Enfin, cette communication peut aussi se faire par la communication de listes de personnes extraites des registres (articles 6 à 10). Cette communication est en principe interdite mais les articles 6 et 7 contiennent une série de dérogations. Ces listes peuvent ainsi être communiquées :

- aux autorités ou organismes publics habilités, par ou en vertu de la loi, à obtenir de telles listes ;
- aux organismes de droit belge remplissant des missions d'intérêt général, en particulier aux organisations caritatives ;
- dans certains cas, aux autorités étrangères ;
- aux partis politiques (uniquement à des fins électorales) ;
- aux instituts de sondage agréés.

A.2. Latitude d'action

8. A première vue, le cadre réglementaire exclut qu'une quelconque suite soit donnée aux demandes de particuliers d'obtenir les adresses actuelles de personnes.

9. Les communes ont élaboré une solution compatible avec l'arrêté royal cité plus haut et la LVP. Cette réglementation est reprise dans la Circulaire du 4 décembre 1996 *relative aux demandes d'adresses et d'informations extraites des registres de la population*. Cette circulaire prévoit la possibilité, moyennant un arrêté préalable du collège des bourgmestres et échevins, de pouvoir transmettre les lettres d'un demandeur sans toutefois lui communiquer l'adresse du destinataire.

10. Le demandeur réalise sa finalité, à savoir que son message atteint son destinataire. La vie privée du destinataire est respectée. Ce dernier décide lui-même s'il veut ou non prendre contact avec le demandeur et le cas échéant lui communiquer son adresse.

11. Quand il y a plusieurs destinataires et qu'ils habitent dans des communes différentes, la solution décrite dans la circulaire n'est pas vraiment idéale. La question qui se pose est de savoir si dans ces cas, on ne pourrait pas faire appel à un point central, comme le Registre national et dans l'affirmative dans quelles conditions.

B. Le Registre national

B.1. Le cadre réglementaire

12. L'accès à ou la communication de données d'information du Registre national est réglé par la Loi du 8 août 1983 *organisant un Registre national des personnes physiques*, (ci-après la LRN) et plus particulièrement son article 5. Ce n'est possible que dans la mesure où on y est autorisé par le Comité sectoriel du Registre national. De plus, une telle autorisation ne peut être accordée qu'aux catégories d'instances et de personnes décrites dans cet article :

"1° aux autorités publiques belges pour les informations qu'elles sont habilitées à connaître en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance ;

2° aux organismes publics ou privés de droit belge pour les informations nécessaires à l'accomplissement de tâches d'intérêt général qui leur sont confiées par ou en vertu d'une loi d'un décret ou d'une ordonnance ou de tâches reconnues explicitement comme telles par le comité sectoriel précité ;

3° aux personnes physiques ou morales qui agissent en qualité de sous-traitants des autorités publiques belges et des organismes publics ou privés de droit belge visés aux 1° et 2° ; l'éventuelle sous-traitance se fait à la demande, sous le contrôle et sous la responsabilité desdits autorités et organismes; ces sous-traitants doivent s'engager formellement à respecter les dispositions de la présente loi et de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et prennent les mesures nécessaires à cette fin, dont ils font état aux personnes pour lesquelles ils agissent en qualité de sous-traitants ;

4° aux notaires et aux huissiers de justice pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance ;

5° à l'Ordre des pharmaciens dans le but de communiquer à leurs membres la résidence principale d'un client auquel un médicament dangereux pour la santé aurait été remis ;

6° à l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'Orde van de Vlaamse balies, dans le seul but de communiquer aux avocats les informations dont ils ont besoin pour les tâches qu'ils remplissent en tant qu'auxiliaires de la justice."

13. Une personne à la recherche d'adresses actuelles de membres éloignés de sa famille, de compagnons de classe ou de copains de régiment ne tombe pas dans les catégories citées plus haut. La LRN ne lui permet donc pas de leur communiquer ces informations.

14. L'Arrêté royal du 5 juin 2004 *déterminant le régime des droits de consultation et de rectification des données électroniques inscrites sur la carte d'identité et des informations reprises dans les registres de population ou au Registre national des personnes physiques*, n'apporte pas plus de solution à ce niveau. Le droit de consultation évoqué dans cet arrêté ne concerne en effet exclusivement que les données propres à l'individu concerné, pas celles concernant d'autres personnes.

B.2. Latitude d'action

15. Tout comme c'est le cas pour les communes, le cadre réglementaire du Registre national exclut qu'il soit donné suite aux demandes de particuliers d'obtenir les adresses actuelles de personnes. On peut se poser la question à ce niveau de savoir si la solution compatible avec la LVP élaborée par les communes (registres de la population) ne pourrait pas être étendue au Registre national.

16. Selon la Commission, cette option serait parfaitement possible à condition de respecter les modalités suivantes :

- cette façon de procéder n'est possible que pour les personnes qui ne peuvent pas invoquer de disposition réglementaire pour obtenir l'adresse actuelle d'un tiers à partir des registres de la population ou du Registre national ;
- la finalité pour laquelle il peut être recouru à cette façon de procéder est limitée à la localisation des personnes pour des raisons sociales ou humanitaires comme, par exemple, la recherche de membres de la famille, d'anciens amis, de compagnons de classe ou de régiment, l'envoi d'avis de décès, etc. . Il est donc exclu de recourir à cette possibilité à des fins commerciales.
- une demande est adressée en ce sens aux services du Registre national qui reprend précisément les raisons pour lesquelles on souhaite obtenir l'adresse actuelle de certaines personnes. Si le Registre national doute qu'il puisse être donné suite à cette demande, elle est soumise au Comité sectoriel du Registre national ;

- afin de permettre la recherche des adresses actuelles, le demandeur doit fournir au Registre national suffisamment d'informations sur les personnes avec lesquelles il souhaite entrer en contact. Plus le demandeur fournit d'informations au Registre national, plus il y a de chances que la bonne personne puisse être retrouvée. Cela suppose de fournir pour chaque personne, **au moins** le nom et le prénom ainsi que la dernière adresse connue. Si possible, il convient aussi de préciser une date à laquelle l'intéressé était encore domicilié à la dernière adresse connue ainsi que sa date/année de naissance ;
- le Registre national informe le demandeur du prix du travail de recherche et d'envoi (tarifs réglementaires)
- le Registre national recherche l'adresse actuelle demandée ;
- le Registre national envoie une lettre standard à l'intéressé dans laquelle il lui est brièvement expliqué :
 - pourquoi le Registre national lui adresse ce courrier (l'adresse du destinataire ne peut pas être communiquée au demandeur) ;
 - qui cherche à entrer en contact avec le destinataire et pourquoi.

17. Cette façon de procéder est compatible d'une part avec la LRN, étant donné qu'aucune information du Registre national n'y est rendue accessible ou transmise au demandeur, et d'autre part avec la LVP puisque c'est le destinataire lui-même qui décide s'il communique ou non ses données au demandeur.

18. En marge, la Commission attire néanmoins l'attention sur ce qui suit. Certaines organisations, notamment les écoles, les employeurs, les mouvements de jeunesse, l'armée, etc. disposent par exemple, encore souvent de listes d'anciens élèves, d'anciens travailleurs, d'anciens membres, sur lesquelles figurent, e.a. leur date de naissance et leur ancienne adresse. Ces données ont été rassemblées dans le cadre d'une finalité spécifique. Il est donc exclu que des organisations transmettent ces données à une personne en vue de l'organisation, par exemple, d'une réunion.

19. Les organisations peuvent toutefois se montrer coopératives dans le cadre de ce type d'actions tout en respectant la LVP. Pour cela, et pour éviter que les données ne transitent pas par les mains de l'intéressé elles peuvent, à la demande de ce dernier – qui doit prendre en charge les frais de recherche et d'envoi par le Registre national – transmettre les données concernant le groupe cible en leur possession directement aux services du Registre national. Une fois le Registre national en possession de ces informations, la procédure se poursuit comme décrit au point 16.

PAR CES MOTIFS,

La Commission

recommande que les services du Registre national apportent leur concours à la localisation des personnes pour des raisons sociales ou humanitaires selon les modalités reprises au point 16. Afin de mieux faire connaître cette procédure, il est recommandé de la concrétiser dans une circulaire ministérielle.

Pour l'Administrateur e.c.,

Le Président,

(sé) Patrick Van Wouwe

(sé) Willem Debeuckelaere